

Déclaration de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur la proposition de suspendre de participation à l'OSCE tout pays usant de la force pour renverser la démocratie, sur les conséquences dramatiques de l'intervention russe en Tchétchénie, et la consolidation de la démocratie en Europe, Istanbul le 18 novembre 1999.

Monsieur le Président,

Mesdames et messieurs les chefs d'Etat et de Gouvernement,

Mesdames et messieurs,

Je voudrais, à mon tour, remercier les autorités turques pour l'excellente organisation du Sommet et pour l'accueil qu'elles nous ont réservé.

Je voudrais aussi leur exprimer la solidarité de la France, dans les récentes et cruelles épreuves qui ont frappé la Turquie.

L'Acte Final d'Helsinki aura bientôt 25 ans et nous venons de marquer avec émotion le 10ème anniversaire de la chute du mur de Berlin, suivie de la signature de la Charte de Paris.

Une autre Europe est née. La coopération s'est partout substituée à la logique des blocs. La démocratie, les droits de l'Homme, les valeurs de l'humanisme sont devenus nos objectifs communs. Nous en sommes tous aujourd'hui convaincus : il n'y a pas de sécurité sans démocratie.

Forts de cette conviction, nous devons désormais condamner toute prise de pouvoir par la force.

Dans cet esprit, je propose qu'à l'avenir tout pays dans lequel l'ordre constitutionnel démocratique serait ainsi renversé, renversé par la force, soit immédiatement suspendu de participation à l'OSCE. Il faut adresser un message clair à nos peuples : nous n'accepterons aucun recul de la démocratie.

Aux peuples de l'ex-Yougoslavie, notre message est tout aussi clair : exigez des élections libres, incontestables ! Imposez le respect des droits de l'Homme ! Rejoignez votre famille européenne !

*

Au-delà des Balkans, d'autres conflits ont resurgi depuis dix ans et ils ont mobilisé l'OSCE. La crise du Caucase du Nord est aujourd'hui au coeur de nos préoccupations. Les conséquences humainement dramatiques des bombardements en Tchétchénie et les très nombreuses victimes qu'ils provoquent au sein de la population civile sont inacceptables au regard de nos principes. L'offensive en cours est une erreur tragique pour l'ensemble de la région.

Aucun partenaire de la Russie ne met naturellement en cause son intégrité territoriale, ni la légitimité de la lutte nécessaire contre le terrorisme. Mais les moyens militaires employés ne permettront pas d'aboutir à une solution stable et durable. Il faut engager la désescalade, respecter le traité FCE, rechercher une solution politique par le dialogue. L'OSCE doit pouvoir lui apporter tout son concours. Et je souhaite qu'une mission de notre Organisation puisse se rendre rapidement à Moscou et à Grozny.

rapidement à Moscou et à Grozny.

Comme l'a dit le Chancelier Schroeder, dont je partage sans réserve l'analyse, nous espérons pouvoir aboutir ici, à Istanbul, à un accord politique qui permettra à la Charte de prendre tout son sens.

Sans attendre, les organisations humanitaires doivent avoir un libre accès à toutes les victimes du conflit, dans des conditions de sécurité garanties.

*

Aucun conflit ne saurait être oublié sur notre continent. C'est vrai de ceux de la Moldavie et de la Géorgie, auxquels la France s'efforce, avec d'autres, d'apporter des solutions.

C'est vrai pour le conflit du Haut-Karabagh. J'en ai la conviction, la paix est à portée de main. Et je tiens à rendre hommage aux Présidents Aliiev et Kotcharian. En hommes d'Etat, avec courage et clairvoyance, ils veulent engager leurs peuples sur le chemin de la paix et du progrès. La France qui, avec les Etats-Unis et la Russie, préside le Groupe de Minsk, leur apporte tout son soutien. Elle ne ménagera aucun effort en faveur d'une solution pacifique et juste. Elle agira en particulier pour que ce règlement tant attendu soit accompagné, le moment venu, d'une aide économique importante de la communauté internationale. Et la France présentera des propositions concrètes dans ce sens à l'Union européenne, à la BERD et à la Banque Mondiale.

*

La démocratie, la paix : voilà, Mesdames et Messieurs, les grandes ambitions qu'ensemble nous portons. Ces objectifs sont inscrits dans la Charte de sécurité et le traité FCE qui doivent nous guider au cours des prochaines années. Mais soyons clairs : les accords ne valent que s'ils sont appliqués et respectés. C'est en fonction des engagements qui seront pris lors de ce Sommet que la France décidera pour sa part de signer ou non ces documents.

Notre organisation a su répondre aux missions nombreuses et diverses que nous lui avons confiées. Elle mérite l'hommage qui lui est rendu par tous aujourd'hui. A l'avenir, je souhaite qu'elle intervienne plus "en amont" dans la prévention et dans la gestion des crises. Enfin, pour mieux accomplir toutes ses tâches, je propose qu'elle se voie reconnaître la personnalité juridique.

Oui, notre continent a besoin, pour le prochain siècle, de l'apport irremplaçable de l'OSCE. Ensemble, aidons-la à assurer la paix et à faire vivre la démocratie !

Je vous remercie\